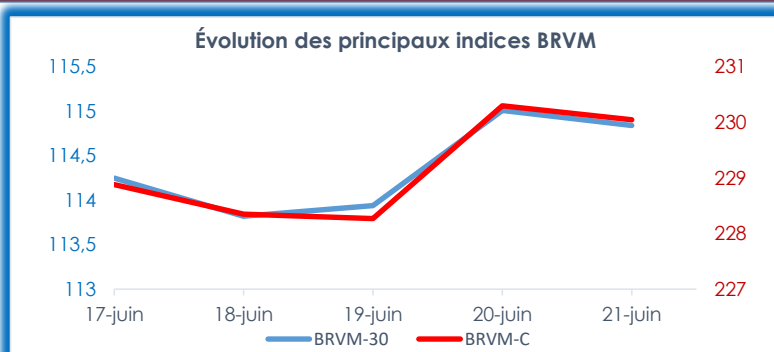


## DONNÉES DU MARCHÉ



### Plus fortes hausses

Titres	Séance du 14-juin-24	Séance du 21-juin-24	Var. en %
ORAGROUP TOGO	1 750	1 840	5,1%
VIVO ENERGY CI	775	810	4,5%
BOA BENIN	6 300	6 575	4,4%
TRACTAFRIC CI	2 200	2 295	4,32%
SOGB CI	3 580	3 725	4,05%

### Évolution du marché des actions de la BRVM sur la semaine

Indicateurs	14-juin-24	21-juin-24	Var. en %
Capitalisation boursière	8 450 446 032 982	8 360 446 714 949	▼ -1,07%
Val. échangée	1 419 850 656	1 492 309 847	▲ 5,10%
Nbre de titres échangés	1 031 463	1 084 438	▲ 5,1%
BRVM-C	228,88	230,05	▲ 0,51%
BRVM-30	114,25	114,84	▲ 0,52%

### Plus fortes baisses

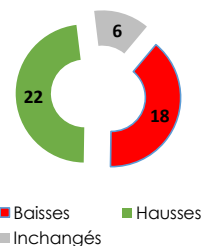
Titres	Séance du 14-juin-24	Séance du 21-juin-24	Var. en %
AIR LIQUIDE CI	575	500	-13,04%
SICOR CI	3 400	3 140	-7,65%
SETAO CI	765	715	-6,53%
BOLLORE CI	1 350	1 275	-5,55%
FILTISAC CI	1 365	1 300	-4,76%

Source : brvm.org

### TOP 5 des titres les plus actifs sur la semaine

En termes de valeur		En termes de volume	
Titres	Valeurs des transactions en FCFA	Titres	Nombre de titres transigés
SGB CI	165 291 460	ETI TOGO	639 240
BOA BURKINA	153 335 760	VIVO ENERGY CI	102 493
SIB CI	122 632 600	MOVIS CI	29 961
PALM CI	112 285 840	AIR LIQUIDE CI	26 242
NESTLE CI	111 282 415	CIE CI	26 229

### Évolution générale des titres



### Marchés étrangers (Afrique)

Indices	14-juin-24	21-juin-24	Var. en %
GHANA GSE-CI	3 767,27	3 798,01	▲ 0,8%
NIGERIA NSE	99 925,29	99 743,05	▼ -0,2%
KENYA NSE	113,66	112,75	▼ -0,8%
TUNISIE TUNINDEX	9 683,37	9 774,58	▲ 0,9%
MAROC MASI	13 162,23	13 140,91	▼ -0,2%

### Cours des matières premières

Matières premières	21-juin-24	Var. 1Janv
Pétrole BRENT USD/Baril	83,91	6,8%
Cacao USD/Tonne	8 995,00	114,4%
Sucre USD/lb	18,97	-7,8%
Coton USD/lb	72,21	-10,9%
Caoutchouc USD/kg	2,10	25,7%

Source : Bloomberg / ABC Bourse / African markets / Investing.com

## Semaine 25 : "Le marché cumule sept semaines de hausses consécutives"

Le marché a poursuivi sa tendance haussière amorcée depuis la semaine du 19 mai 2024. Pour la septième semaine consécutive, l'indice principal a atteint 230,05 points, son niveau le plus élevé depuis 2018, contre 228,88 points la semaine précédente, soit une variation de 0,51%.

Suivant la même trajectoire, le BRVM 30 et le BRVM Prestige se sont également accrus de 0,52% (à 114,84 points) et 1,37% (à 109,20 points), respectivement.

Cette septième hausse consécutive du marché a été soutenue par l'augmentation combinée de 22 valeurs sur le marché, les plus contributives étant BICI CI (+2,79% à 10 700 FCFA), SIB CI (+1,18% à 6 425 FCFA), et SONATEL (+0,88% à 19 500 FCFA).

Le fait marquant de la semaine est le détachement du dividende de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CI lors de la séance du vendredi 21 juin, avec un paiement prévu le 25 juin d'un montant unitaire de 1547,1 FCFA.

L'action **ORAGROUP TOGO** s'est classée parmi les cinq meilleures performances de la semaine, avec une hausse de 5,14% à 1840 FCFA. Ce rebond est dû à l'évolution de l'action à des niveaux très bas, offrant une opportunité d'achat aux investisseurs.

**VIVO ENERGY CI** occupe la deuxième place des meilleures performances avec une augmentation de 4,52% à 810 FCFA. L'action poursuit une tendance positive pour la deuxième semaine consécutive, soutenue par la bonne performance de la société. Au premier trimestre 2024, Vivo Energy a réalisé un bénéfice de 1,29 milliard FCFA contre 872 millions FCFA, soit une hausse de 48%.

Les titres **BOA BN** (+4,4% à 6575 FCFA), **TRACTAFRIC MOTORS CI** (+4,32% à 2295 FCFA) et **SOGB CI** (+4,05% à 3725 FCFA) complètent le top 05.

**AIR LIQUIDE CI** enregistre la plus forte contreperformance de la semaine, avec une baisse de 13,04% de son cours à 500 FCFA. L'absence de publications financières récentes pourrait expliquer la méfiance des investisseurs envers ce titre. Depuis les résultats de l'année 2022, la société n'a pas diffusé de nouvelles informations.

La valeur **SICOR CI** (-7,65% à 3140 FCFA), au 2<sup>e</sup> rang des fortes régressions, enregistré sa quatrième cotation hebdomadaire de baisse, cumulant ainsi une moins-value de 13,97%. Cette baisse est imputable à la non-publication des résultats de la société depuis l'année 2022.

Les autres actions faisant partie des Flops 05 sont **SETAO CI** (-6,53% à 715 FCFA), **BOLLORÉ CI** (-5,55% à 1275 FCFA) et **FILTISAC CI** (-4,26% à 1300 FCFA).

**Côte d'Ivoire** : Le président ivoirien Alassane Ouattara a annoncé le 18 juin 2024 que son administration vise une croissance économique moyenne de 7% par an d'ici 2027, ainsi qu'un triplement de la production de pétrole du pays. Malgré les défis internationaux et régionaux, la Côte d'Ivoire a maintenu une croissance économique de 6,5% en 2023 et devrait atteindre 7% ou plus par an de 2024 à 2027, avec une dette maîtrisée.

La production pétrolière devrait passer de 60 000 à 200 000 barils par jour d'ici 2027, grâce aux découvertes dans les gisements offshore de Baleine et de Calao. Plus de 15 milliards de dollars seront investis dans ce secteur, avec la compagnie italienne ENI investissant 10 milliards de dollars dans le champ de Baleine, qui détient des réserves estimées à 2,5 milliards de barils de pétrole et 3300 milliards de pieds cubes de gaz naturel. ENI a aussi découvert le gisement de Calao, avec des ressources potentielles de 1 à 1,5 milliard de barils de pétrole.

**Sénégal** : Le Sénégal devrait enregistrer une croissance économique de 10,1% en 2025 contre 7,1% en 2024, selon le Fonds monétaire international (FMI) après une mission de deux semaines à Dakar. Le FMI a indiqué que les perspectives économiques du Sénégal se sont améliorées après l'élection présidentielle de mars dernier, avec une inflation prévue en baisse et dans la fourchette cible de la BCEAO d'ici fin 2025.

Le déficit du compte courant devrait diminuer en 2024-2025 grâce à la production d'hydrocarbures et aux efforts de consolidation budgétaire du gouvernement. Le Sénégal est devenu producteur d'hydrocarbures avec le champ pétrolier de Sangomar, capable de produire 100 000 barils par jour et générer des revenus de 60 milliards de dollars sur 25 ans. Le pays a également levé 750 millions de dollars sur le marché international de la dette récemment, démontrant la confiance des investisseurs internationaux.

Le FMI a salué les efforts du Sénégal pour réduire les vulnérabilités liées à l'endettement et a encouragé les autorités à continuer la stratégie d'assainissement budgétaire en augmentant les recettes intérieures et en réformant les subventions à l'énergie.

À ce jour, les Etats africains ont émis 5,52 milliards \$ de sukuku souverains (rapport)

Le rapport souligne que les missions de sukuku sur le continent africain se font majoritairement en devises, et à des taux allant d'environ 2% à plus de 16%. « L'ijara » reste le type d'obligations islamiques dominant.

Les pays africains n'ont jusqu'ici mobilisé que 5,52 milliards de dollars grâce à l'émission de sukuku souverains, soit 0,7% seulement du montant global des sukuku en circulation à l'échelle mondiale, selon un rapport publié en mai dernier par le cabinet d'Abbas Chérif, un consultant indépendant en finance islamique.

Intitulé « *Quelques sukuku souverains en Afrique* », le rapport précise que le montant global de ces obligations compatibles avec la charia émises à l'échelle mondiale a atteint 788 milliards de dollars, ce qui représente environ 17% du marché global de la finance islamique.

Les émissions de sukuku ont connu une progression remarquable dans le monde, passant de 53 milliards de dollars en 2010 à plus de 182 milliards en 2022.

En Afrique, les obligations islamiques ont commencé à capter l'attention des Etats depuis près d'une décennie. Au total, neuf pays du continent ont déjà émis 773 sukuku : la Gambie, la Côte d'Ivoire, le Nigeria, le Sénégal, l'Afrique du Sud, le Soudan, le Togo, le Mali et le Maroc.

La Gambie se distingue avec le plus grand nombre d'émissions, en l'occurrence 730 opérations portant sur des montants modestes. Ce pays d'Afrique de l'Ouest a en effet mobilisé un total de 446 millions de dollars grâce à des émissions ayant généralement des maturités allant de 3 à 12 mois.

L'Afrique du Sud reste cependant le pays qui a mobilisé le montant le plus important (1,54 milliard \$), devant le Nigeria (1,43 milliard), le Sénégal (985,4 millions) et la Côte d'Ivoire (460 millions).

Les émissions de Sukuk souverains en Afrique

Pays	Nombre de Sukuk	Montant (en M\$)
Gambie	730	446,000
Côte d'Ivoire	2	460,000
Nigeria	6	1 430,000
Sénégal	3	985,400
Afrique du Sud	2	1 545,000
Soudan	28	19,378
Togo	1	245,000
Mali	1	285,000
Maroc	1	105,000
<b>Total</b>	<b>773</b>	<b>5 520,778</b>

Source : Cabinet Abbas CHERIF, Mars 2024.

Les émissions de sukuku sur le continent africain se font majoritairement en devises et ont des taux allant d'environ 2% (le Maroc en octobre 2018) à plus de 16% (le Nigeria en septembre 2017).

La structuration la plus utilisée est « l'ijra » (Titres à valeurs égales émis par le propriétaire d'actifs loués ou destinés à la location, dans le but de vendre les actifs et de recouvrer le prix de vente à travers les souscriptions), même s'il convient de noter l'important usage des Sukuk « Salam » en Gambie. Le sukuk « Salam » est l'équivalent islamique du contrat forward, soit un accord à court terme par lequel une institution financière verse d'avance les montants correspondant à la livraison future d'une quantité définie de marchandises.

Le rapport note par ailleurs que l'appétit, aussi bien des investisseurs que des émetteurs, pour les sukuku en Afrique ne fait que croître, même si la problématique de l'attraction des investisseurs internationaux reste d'actualité et a plutôt tendance à s'accroître au regard de la répartition des souscripteurs au deuxième sukuk sud-africain émis en novembre 2023.

Source : Agence Ecofin

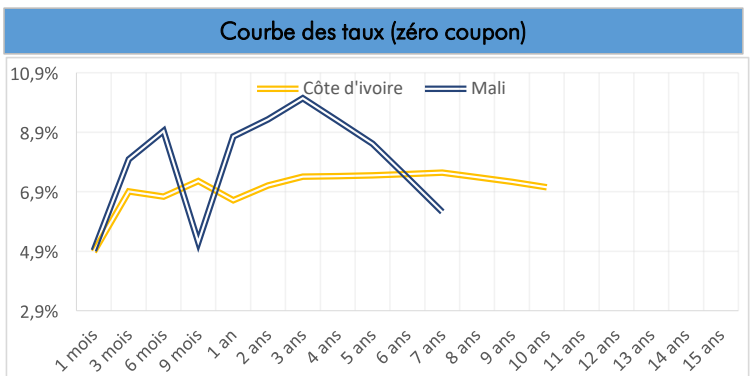
OPPORTUNITÉS DU MARCHÉ

Marché monétaire (opérations du marché d'adjudication de la BCEAO pour la semaine à venir)

- Le 25-06-2024 : BAT de 03 mois de la Côte d'Ivoire, deux BAT pour un montant de global 30 milliards FCFA
- Le 26-06-2024 : émission simultanée du Mali, deux BAT ( 06 mois et 12 mois ) et deux OAT (03 ans au taux d'intérêt de 6,15% et 05 ans au taux d'intérêt de 6,35%) pour un montant de global 25 milliards FCFA
- Le 27-06-2024 : émission simultanée du Niger, deux BAT de 06 mois et 12 mois pour un montant de global 25 milliards FCFA

Marché primaire

Maturité	Benin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
1 mois	5,97%	7,4%	4,9%	7,8%	4,9%	5,3%	3,3%	6,9%
3 mois	7,29%	7,8%	6,9%	9,5%	8,0%	3,9%	5,7%	7,5%
6 mois	7,58%	9,1%	7,3%	9,4%	5,2%	8,2%	7,8%	5,1%
1 an	7,19%	8,5%	6,6%	8,8%	8,8%	7,8%	7,4%	7,8%
2 ans	7,22%	8,7%	7,1%	9,3%	9,3%	7,5%	6,4%	4,5%
3 ans	7,33%	9,1%	7,4%	10,0%	10,0%	7,0%	7,6%	7,7%
4 ans	6,97%	8,7%	7,4%	9,1%	9,3%	7,0%	7,6%	7,3%
5 ans	6,20%	7,6%	7,4%	8,3%	8,5%	6,6%	7,6%	7,8%
6 ans	5,79%	7,8%	7,5%	7,6%	7,4%	6,5%	6,4%	5,4%
7 ans	4,78%	7,1%	7,5%	6,9%	6,2%	6,5%	5,2%	6,0%
8 ans	5,02%	6,8%	7,4%				5,3%	5,9%
9 ans	5,06%	6,3%	7,2%				5,3%	5,8%
10 ans	5,10%	5,7%	7,1%				5,4%	5,6%
11 ans							5,5%	5,7%
12 ans							5,6%	5,8%
13 ans							5,7%	5,9%
14 ans							5,9%	6,0%
15 ans							6,0%	6,0%



## LA FINANCE VERTE

Qu'est-ce que la finance verte ?

La Finance verte définit les actions et opérations financières favorisant la transition énergétique et la lutte contre le réchauffement climatique.

Elle s'inscrit dans des démarches d'investissement responsable (IR) ajoutant aux critères financiers des **critères environnementaux, sociaux** et de **gouvernance** (ESG).

La finance verte porte comme ambition de contribuer à la décarbonation de nos économies, au ralentissement du réchauffement climatique et au développement d'une économie durable pour l'environnement.

Pour répondre à ces objectifs, la finance durable s'appuie sur différents instruments et mécanismes tels que les **obligations vertes, les labels ISR**, les fonds verts agissant pour le développement d'investissements socialement responsables afin de lutter contre le changement climatique.

Définition d'une obligation verte

Lors de la COP21 en 2015, la France prend l'engagement d'émettre des obligations vertes. L'obligation verte, ou Green bond, représente un titre de dette émis sur un marché financier et destiné à participer au financement des projets de lutte contre le réchauffement climatique, de soutien à la transition énergétique, etc.

L'obligation verte a pour but de répondre à 4 objectifs environnementaux nationaux :

- La lutte contre le changement climatique
- La protection de la biodiversité
- La diminution de la pollution de l'eau, de l'air et du sol
- L'adaptation au changement climatique

Les outils de la finance verte

Au-delà des obligations vertes et des "green bonds principles" énoncés auparavant, il existe d'autres outils pour favoriser le financement de la transition écologique comme :

- le marché au carbone visant à allouer des « droits à polluer » pouvant être échangés sur un marché.
- le bonus-malus écologique (écopastille) a pour objectif d'augmenter le coût d'achat des voitures polluantes et alléger celui des voitures peu polluantes pour inciter l'achat.
- les placements et travaux verts permettant des avantages fiscaux, ou encore
- la taxe carbone.

Les enjeux de la finance verte

Il s'agit de **financer la transition écologique énergétique** et de sponsoriser des outils retardant le changement climatique. Pour mener à bien cette mission, le ministère de la transition écologique doit poser les bases d'un environnement commun à tous les acteurs, avec des règles identiques pour tous, des conditions précises, des labels uniques et identifiés, une transparence et traçabilité des fonds accessibles à tous etc.

Dans le même temps, les acteurs du secteur financier doivent veiller à verrouiller les projets très énergivores ou détruisant des écosystèmes en arrêtant de les financer, **en favorisant des investissements socialement responsables**.



BURKINA FASO : +226 25 33 14 85



CÔTE D'IVOIRE : +225 20 30 75 15



MALI : +223 20 70 59 00



TOGO : +228 22 20 82 82

**Avertissement:**

Les informations contenues dans le présent document sont fournies à titre indicatif et ne pourraient être considérées comme une incitation d'investissement. Elles ont été obtenues de sources considérées fiables mais ne peuvent pas être garanties quant à leur précision par notre SGI. Par conséquent, nous nous désengageons de toute responsabilité quant à l'inexactitude ou omission de certaines données.

